



Les trompes-l'œil ne sont pas tous sucrés!

Le réseau d'action sociopolitique de la CSQ s'est tenu les 14 et 15 avril à Québec, sous le thème « Médias et politique : au cœur d'une relation complexe ». Cet événement a permis aux membres du comité sociopolitique du Syndicat de Champlain de confronter leurs perceptions et d'approfondir leur compréhension des nombreux enjeux qui influencent à la fois notre travail et notre vie citoyenne.

Parmi les invités, Simon Tremblay-Pépin, professeur à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul à Ottawa et chercheur à l'IRIS, a particulièrement retenu l'attention. Sa conférence portait sur un domaine aussi omniprésent que méconnu : les relations publiques. En voici un modeste résumé :

La communication est un levier puissant qui permet non seulement d'informer, mais aussi d'influencer. C'est précisément sur cette capacité que reposent les relations publiques. Gouvernements, entreprises et organisations investissent des sommes considérables afin de façonner les perceptions du public pour atteindre leurs objectifs. L'enjeu n'est pas uniquement de transmettre un message, mais de le modeler et de l'ancrer dans l'imaginaire collectif.

Ces messages se retrouvent partout : dans les campagnes publicitaires, les interventions médiatiques des élus, les stratégies numériques, mais aussi dans certaines causes sociales. Leur subtilité

Suite en page 4



Élection de Christine Fréchette : la CAQ ne propose rien de neuf en éducation!

Édito du président

La situation dans nos centres et nos écoles au Québec est telle, que le moindre petit coup de vent en politique québécoise permettant une possibilité de changement favorable me porte à me croiser les doigts et à espérer. Est-ce que le moment tant attendu où nous pourrions enfin voir poindre à l'horizon une volonté politique qui ramènera notre système d'éducation dans le droit chemin est arrivé? Est-ce que la nouvelle première ministre Christine Fréchette sera celle qui enclenchera le processus et sortira de la torpeur ce pilier de notre société québécoise, ce domaine que nous affectionnons tant, qu'est l'éducation?

Malheureusement, les positions qu'elle a annoncées dernièrement ne peuvent que me ramener à la dure réalité : encore une fois, c'est une occasion manquée. Tout indique que, malgré la multiplication des départs d'enseignantes et enseignants et de membres du personnel de soutien, malgré l'augmentation de la violence dans nos milieux, malgré le recul nommé de la qualité des services aux élèves et son impact sur les résultats scolaires, malgré l'état critique dans lequel se trouvent la plupart de nos établissements d'enseignement et malgré la diminution au cours des dix dernières années du niveau de confiance qu'accordent les Québécois à notre système d'éducation, nous sommes, encore et toujours, face à cette vieille idéologie nuisible qui voit l'éducation comme étant une dépense dérangeante, plutôt qu'un investissement hautement rentable. À court et à moyen termes, nous allons donc devoir nous confronter au même déni politique que nous a servi la CAQ depuis toujours et à la même obstination ferme de refuser catégoriquement au réseau de l'éducation la consécration des moyens

dont le personnel enseignant et de soutien scolaire a besoin pour instruire et éduquer les générations futures dans des conditions acceptables.

Lorsqu'il est question du financement en éducation, Christine Fréchette utilise un vocabulaire qui s'appuie sur la « stabilité ». Elle se veut rassurante envers ceux qui partagent ses idéologies en évoquant qu'au minimum, les augmentations budgétaires qu'elle compte apporter suivront l'inflation, ce qui ne correspond qu'au maintien du statu quo, à l'intérieur duquel les coûts de système ne sont même pas couverts, alors que la situation est intenable. Aussitôt dit, elle s'empresse d'ouvrir la porte à une prise en charge de la gestion des infrastructures scolaires par les intérêts du privé et de sa quête absolue du profit, alors que le système public a déjà tout pour bien desservir ses besoins, à l'exception d'un financement conséquent et responsable, comme le font normalement les gouvernements qui se respectent. La nouvelle première ministre ne semble vraisemblablement pas au fait que chaque dollar investi en éducation nous sera rentable collectivement au quintuple...

Après l'étalage de toute cette idéologie défavorable à un retour en force d'un financement à la hauteur des besoins réels de notre système public d'éducation, il est très difficile d'accorder de la crédibilité à la nouvelle porteuse du ballon à Québec lorsqu'elle fait référence à ses autres priorités sur le sujet.

Chers collègues, ne lâchons rien. Les Québécois souhaitent du changement tout comme nous. Restons mobilisés. Notre persévérance finira par porter fruit.

Jean-François Guilbault

Président du Syndicat de Champlain



1^{er} mai, soyons fiers!

La Journée mondiale des travailleuses et des travailleurs commémore annuellement la solidarité syndicale pour les droits ouvriers et la justice sociale à travers le monde. Chaque année, le 1^{er} mai, nos sociétés remettent à l'avant-plan les avancées des conditions de travail, les luttes actuelles, ainsi que les sacrifices que les travailleuses et les travailleurs du monde entier ont faits, font et feront pour le progrès social et des conditions de travail justes.

Mais pourquoi prenons-nous encore le temps de souligner nos conditions de travail puisqu'elles font déjà partie de notre quotidien? Simplement pour se rappeler le chemin parcouru, mais surtout pour ne pas oublier qu'il reste encore beaucoup à accomplir.

L'histoire de cette journée internationale remonte à la fin du XIX^e siècle. Le 1^{er} mai 1886, une grève générale mobilisa des centaines de milliers de personnes aux États-Unis. Parmi les nombreuses luttes menées simultanément, c'est de ce mouvement de grève qu'est née l'idée de cette journée qui demeure aujourd'hui un puissant symbole de solidarité et de résistance.

En 2026, avec les nombreux projets de loi du gouvernement et la nomination de notre nouvelle première ministre, les enjeux restent grands. Les travailleuses et les travailleurs de l'État ne sont toujours pas une priorité pour la CAQ.

Malgré cela, chaque jour, nous portons à bout de bras l'éducation, accompagnons les élèves et contribuons aux services publics dans leur ensemble. En cette journée du 1^{er} mai, nous devons défendre nos acquis, refuser les reculs qui accompagnent l'austérité et continuer la lutte pour de meilleures conditions de travail. En dépit des obstacles, la solidarité dont nous faisons preuve est notre plus grande force.

Gabriel Maillé

Conseiller aux communications

Réseau de la diversité sexuelle et de l'identité de genre: Conférence sur l'histoire des droits 2ELGBTQI+ au Québec

Retracer l'histoire juridique des enjeux 2ELGBTQI+ au Québec permet de comprendre comment les lois, les décisions des tribunaux et les politiques publiques ont progressivement transformé la reconnaissance et la protection des droits des personnes concernées au fil du temps. Cette analyse met en lumière les aberrations, les atrocités et les préjudices qu'elles ont subis et qui ont nécessité des interventions déterminantes pour permettre des avancées significatives. L'histoire démontre que les luttes menées par les groupes 2ELGBTQI+ et leurs alliés ont favorisé ces changements, tout en révélant à quel point, encore aujourd'hui, les préjudices demeurent et qu'il est primordial de continuer à s'opposer à toutes les formes d'injustice.

Au Canada et au Québec, plusieurs exemples diffamatoires, pour lesquels il a fallu s'indigner et s'opposer fortement, illustrent ces discriminations: la peine de mort pour des actes liés à l'homosexualité; le Code criminel canadien définissant l'homosexualité comme un crime de « grossière indécence » assorti de peine d'emprisonnement et de coups de fouet aux condamnés; la classification de l'homosexualité et des identités de genre, dans le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM), comme une « déviance sexuelle », un « désordre mental », une « dysphorie de genre »; le harcèlement systémique; l'interdiction aux personnes de même sexe de se marier, opposée à la liberté de religion invoquée pour protéger les autorités religieuses d'avoir à célébrer ces mariages; les thérapies de conversion; etc.

Bien qu'au fil du temps des progrès aient été réalisés pour protéger les droits et libertés des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre, il reste tant à faire encore aujourd'hui pour lutter contre la démagogie, la désinformation et toutes les peurs alimentées par la méconnaissance des différences.

À la lumière de ces exemples cités, chacun est libre d'en penser ce qu'il veut, mais force est de constater que le militantisme syndical a un rôle crucial à jouer dans la défense et l'amélioration des conditions de vie de ces personnes, principalement dans la sphère du travail. Quand le gouvernement, par l'adoption de ses lois antisyndicales, maintient de force dans un état limité le contre-pouvoir, il expose à quel point les syndicats sont essentiels pour soutenir les droits fondamentaux, protéger la société et favoriser son évolution collectivement.

Geneviève Bourbeau

Coordonnatrice

Ceux.celles il.elle.s
iel Québécois(es)
un(e) Un écrivain ou une écrivaine
Pénaliser l'écriture non genrée

Dans sa consigne de correction de l'épreuve ministérielle de français de secondaire 5 ([Info-Sanction 25-26-17](#)), le gouvernement demande de pénaliser les mots émergents non genrés. Réfléchissons-y. L'essence même de cette exigence piétine des années de sensibilisation à la diversité sexuelle et de genre et contribue à vulnérabiliser les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+. Chaque geste, même subtil, peut freiner les avancées et nourrir les reculs. En quoi néologismes, doublets et écriture inclusive nuisent-ils à démontrer la maîtrise du français? Le gouvernement parle des deux côtés de la bouche: il encourage l'apprentissage de l'utilisation de mots émergents non genrés, mais ordonne qu'on les sanctionne même lorsqu'ils sont maîtrisés. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre ici. Il s'agit de prendre un pas de recul et d'analyser cette directive ministérielle sous l'angle fondamental des droits et libertés. Cette consigne ostracise. Elle révèle une résistance institutionnelle et rappelle l'importance des contre-pouvoirs.

Geneviève Bourbeau

Coordonnatrice



Objet: La diversité n'est pas une déviance

Geneviève en lettre attachée

À la CSQ, un comité de la **diversité sexuelle et l'identité de genre (CDSIG)** existe depuis déjà trente ans et agit à titre de rôle conseil auprès de la centrale. Cette année, pour la première fois, la CSQ a organisé, le 21 avril dernier, une journée de réseautage réunissant membres de la diversité et alliés à l'intérieur d'espaces de rencontres, de réflexion et d'échanges dans le but d'informer, de sensibiliser, de comprendre et d'outiller pour mieux accueillir les membres de la diversité. Conférences, témoignages et ateliers réflexifs ont comblé le précieux temps mis à la disposition de ces enjeux.

À même le mot d'ouverture, les personnes participantes ont fait leur premier constat par la mise en contexte de ce réseau dans le cadre politique actuel. Des données révélatrices ont démontré que, bien que plusieurs perçoivent les avancées sociales en matière de compréhension et d'acceptation de la diversité sexuelle et de genre comme étant atteintes et en constante progression, on observe plutôt des reculs civilisationnels à plusieurs égards. En 2026, les statistiques exposent ce qui se passe dans notre société avec des exemples réels.

Au Canada, le nombre de crimes haineux liés à l'orientation sexuelle rapporté par la police a plus que quadruplé en 5 ans. Il est passé de 186 cas en 2018 à 860 en 2023 selon Statistique Canada. De plus, les dernières années sont caractérisées par une montée fulgurante de la polarisation et de la politisation des questions de diversité sexuelle et d'identité de genre ainsi qu'une montée importante des courants de pensée conservateurs en Occident.

Au Québec, ce regain d'aversion s'illustre par le fait que des individus se soient indignés que Barbada fasse la lecture de contes aux enfants dans les bibliothèques; que l'ancien ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, se soit opposé publiquement à ce qu'il y ait des toilettes mixtes dans les nouvelles écoles; que le cas de Mx Martine, une enseignante non binaire d'une école primaire de la Montérégie ait été diffamé à l'intérieur de débats acrimonieux à l'Assemblée nationale et dans les médias; que Joseph Facal, ancien ministre de l'Immigration et de l'inclusion, ait clamé, l'an dernier, qu'il assimilait l'étude des enjeux de diversité et d'inclusion à une « salade militante ».

De vieilles mentalités pourrait-on penser, non pas pour excuser, mais pour expliquer? Malheureusement, les jeunes générations n'y échappent pas. En effet, le Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale de Montréal (GRIS) a constaté qu'entre 2017 et 2024, le niveau de malaise des jeunes québécoises et québécois du secondaire face à l'homosexualité de leurs propres amies et amis a doublé.

Somme toute, il y a certaines avancées un peu partout à travers le monde, mais personne n'est à l'abri de reculs aux niveaux sociétal, juridique et législatif, notamment lorsque le constat général demeure une régression marquée sur les enjeux de diversité et d'inclusion. Donc, il est primordial de s'inquiéter et de s'occuper de la hausse de l'intolérance. Dans la conférence *L'inclusion fait la force* qui a suivi, le professeur sociologue Michel Dorais mentionnait qu'à l'ensemble des lettres 2ELGBTQI+, il en manquait une: le H. Pour signifier humain. Et que chez cette espèce, la diversité n'égalise pas déviance.

À travers les différences, j'ose croire que chaque individu aspire à vivre dans un monde où les valeurs d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de liberté, de démocratie et de coopération prônent sur toutes les autres. Et que cela justifie la pertinence et la nécessité des moyens entrepris pour améliorer la qualité de vie, lutter pour éliminer le sexisme, le racisme, l'homophobie, la transphobie, la violence et le harcèlement.



40 ans
de partenariat



laPersonnelle

Geneviève Bourbeau

Coordonnatrice

Économisez grâce à des tarifs d'assurance auto, habitation et entreprise exclusifs



Obtenir une soumission

Les trompes-l'oeil ne sont pas tous sucrés (la suite)

les rend d'autant plus difficiles à cerner qu'à contourner.

L'historique

Historiquement, si l'on peut retracer des formes anciennes d'influence s'apparentant aux relations publiques jusqu'à la cour de Louis XIV, c'est au tournant du 20^e siècle que les stratégies modernes prennent forme. À cette époque, la gestion de l'opinion publique devient un enjeu central, notamment en contexte de guerre. Aux États-Unis, le président Woodrow Wilson met en place des campagnes de propagande durant la Première Guerre mondiale afin de rallier la population à l'importance de la guerre. C'est l'efficacité de cette manœuvre qui ouvre la porte à l'utilisation élargie de cette technique dans d'autres sphères.

C'est dans ce contexte que des pionniers comme Ivy Lee et Edward Bernays développent des approches pour influencer l'opinion publique. D'ailleurs, Bernays, souvent considéré comme le père des relations publiques modernes, a marqué l'histoire par des campagnes aussi ingénieuses que controversées.

Fumer fait maigrir! « Prenez une Lucky au lieu d'un dessert. »¹

L'exemple de l'industrie du tabac demeure particulièrement frappant. À une époque où fumer est mal perçu chez les femmes, Bernays engagé par l'American Tobacco

Company, orchestre une campagne visant à associer la cigarette à l'émancipation féminine. Après une première tentative axée sur l'image corporelle, il mise ensuite sur le contexte social. Cette campagne nommée « Torches de la liberté » met en scène des femmes revendiquant leurs droits, certaines étant soigneusement engagées dans des agences de mannequins pour leur apparence. Cigarette à la main, et posant fièrement avec des slogans tel que « Votes for Women », elles deviennent rapidement des symboles de liberté. L'événement, relayé par les médias grâce à des photographes professionnels qui coulent l'information à la presse écrite, contribue à transformer la perception du tabagisme féminin. Derrière la cause légitime des droits des femmes se cache ainsi un objectif commercial.

Les différentes stratégies

Cet exemple illustre la puissance des relations publiques, mais aussi leur ambiguïté. Les stratégies utilisées ne se limitent pas seulement aux outils visibles comme la publicité ou les réseaux sociaux. Elles incluent également des pratiques plus discrètes : réseautage, influence informelle, gestion de rumeurs voire manipulation.

Avec l'essor de la société de consommation, ces pratiques se sont raffinées. En politique, elles se traduisent notamment par un travail minutieux sur le langage.

Les intitulés de projets de loi, par exemple, sont souvent soigneusement choisis pour susciter l'adhésion, indépendamment de leur contenu réel. D'où l'importance d'exercer son esprit critique : au-delà des mots, il faut se demander qui profite réellement des décisions proposées.

Cela dit, il serait cynique de ne voir dans les relations publiques qu'un outil de manipulation. Elles peuvent également servir des causes d'intérêt public. Les campagnes de sensibilisation en sécurité routière ou celles visant à contrer la violence faite aux femmes démontrent qu'il est possible d'utiliser ces stratégies pour favoriser le bien commun. Comme souvent, tout dépend de l'intention.

Dans un contexte où l'information circule rapidement et où les sources se multiplient, développer une lecture critique des messages devient essentiel. Il faut simplement apprendre à reconnaître les trompe-l'œil, car ils ne se trouvent pas qu'à la pâtisserie!

Pour celles et ceux qui souhaitent approfondir la réflexion, l'ouvrage *Intrigues*² de Simon Tremblay-Pépin constitue une excellente porte d'entrée. Une chose est certaine : après cette lecture, vous ne percevrez plus de la même façon les messages qui vous entourent.

Sandra Boudreau

Coordonnatrice

1. Slogan de la campagne pour l'American Tobacco Company, Edward Bernays, New York, 1929.

2. *Intrigues : petit manuel pour une critique des relations publiques* publié par Lux Éditeur en 2025.

Rencontres virtuelles sur l'assurance-emploi

Sections des Patriotes enseignant, Marie-Victorin et Salaberry

- Le 13 mai 2026 à 16 h 30 (Inscription obligatoire sur [notre site web.](#))

Sections des Patriotes soutien et de la Vallée-du-Suroît

- Le 20 mai et le 9 juin 2026 à 19 h

Ces deux séances étant offertes par la FPSS à travers le Québec, lorsque les formulaires d'inscription seront disponibles, nous vous l'annoncerons très rapidement. Il sera impératif de vous inscrire immédiatement si vous voulez suivre cette formation, le nombre de places est limité.

